

L'AVFT RECRUTE !

Chargé.e de mission sur les violences sexistes et sexuelles au travail



Date limite de candidature : 1er avril 2024 inclus.

Entretiens : entre le 3 et le 12 avril 2024.

Poste à pourvoir dès que possible ensuite.



Dans les locaux de l'AVFT situés au 23 rue Jules Guesde, 75014 Paris.



CDI temps plein en 35h ou en 39h avec RTT, à discuter.



Rémunération à partir de 2400€ bruts par mois à 39h.



A envoyer à contact@avft.org avec pour objet "candidature CDI chargé.e de mission" : un CV et une lettre de vos motivations féministes (de une à trois pages) : sur les raisons et apports de votre parcours professionnel ; sur vos connaissances et convictions acquises ; sur les raisons de votre candidature dans une association féministe abolitionniste, et plus spécifiquement à l'AVFT ; sur votre compréhension de l'identité politique de l'AVFT (au sein de la sphère féministe et en dehors) et votre adhésion ou non-adhésion à cette identité politique ; et enfin sur votre projet féministe. N'hésitez pas à consulter notre site internet pour trouver des éléments de réponse quant aux valeurs et idées portées par l'AVFT.



L'AVFT, Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail, est la plus ancienne association française de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail. Association féministe et militante créée en 1985, elle est à l'origine du vote de la première loi sanctionnant le harcèlement sexuel ainsi que de multiples avancées législatives et jurisprudentielles en la matière. Elle conjugue trois activités qui s'alimentent entre elles : défense et soutien des victimes dans leurs combats juridiques et judiciaires, activités de plaidoyer et mission de formation dans les structures de travail. Pour plus d'informations : www.avft.org.

L'équipe est composée de cinq salariées (une chargée administrative et financière, une chargée de formation, trois juristes-chargées de mission). Elle est épaulée par un conseil d'administration et des bénévoles.



Description du poste

La description ci-dessous est donnée à titre indicatif, l'entretien d'embauche ayant pour but d'en parler plus en détails. Il n'est pas attendu que les candidat.es aient d'ores et déjà l'ensemble de ces compétences, une montée en compétences est spécifiquement prévue dans le processus d'intégration après embauche.

Activité de soutien aux victimes (environ 50% du temps de travail)

- Tenue de l'accueil téléphonique et mail.
- Prise en charge de dossiers de victimes : suivi, informations, écriture de courriers juridiques.
- Rendez-vous avec les victimes.
- Interventions en justice : rédactions d'écriture devant les juridictions pénale, sociale et administrative ; plaidoiries.
- Participation à la réflexion juridique et stratégique collective sur les dossiers.

Activité de formation (environ 30% du temps de travail)

- Gestion, organisation, suivi de formations.
- Animation de formations : interventions sous différents formats (conférences, ateliers, formations...) et auprès de différents publics (salarié.es du privé, fonctionnaires, médecine du travail, inspection du travail, représentant.es du personnel, référent.es harcèlement, syndicats, associations...). Déplacements en France à prévoir.

Activité administrative et financière (environ 5% du temps de travail)

- Participation à la facturation
- Suivi de subventions

Activité transverse (15%)

- Participation à la vie de l'association : gestion quotidienne de l'association, réunions d'équipe, réunions sur les dossiers de victimes en cours, réunions juridiques sur les mises à jour légales et jurisprudentielles, réunions sur les formations.
- Rendez-vous institutionnels.
- Représentation de l'AVFT, notamment dans les médias.
- Rédaction d'articles sur le travail de l'AVFT.
- Participation aux projets menés par l'AVFT.



Profil recherché

- Une expérience professionnelle significative serait appréciée, mais aucun profil n'est écarté.
- Tout profil universitaire ou de terrain permettant une analyse critique du droit, du travail et des rapports de pouvoir, notamment des rapports sociaux de sexe, est recherché, dans l'optique, entre autres, d'une mobilisation des outils juridiques.
- Engagement féministe.
- Intérêt pour les questions pédagogiques / l'éducation populaire.



Qualités recherchées

Aptitude à faire preuve de solidarité !